Modibo Mao Makalou, Économiste : « Cette transition est en train de bouger, et dans le bon sens... »

MALI

949

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 07 OCTOBRE 2021

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Riposte à Macron

L'axe Bamako-Alger se met en place

Refondation de l'état : Les propositions de la COCEM

Dans le concert des nations : Enfin la voix du Mali !

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Oct. 2021

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter

Se laver les mains regulièrement

Tousser ou eternuer dans le coude

Respecter la distance de sécurité

Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains

Eviter de se serrer les mains

Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1115

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
31	20	01

Au cours des dernières 24 H

45 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
04 cas graves en soins intensifs
116 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
15 368	14 352	552

dont 411 font l'objet d'un suivie médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

/ Une /

Riposte à Macron : L'axe Bamako – Alger se met en place **P. 4**

/ Brèves /

Emmanuel Macron continu de fustiger le Mali : « Sans la France au Sahel, il n'y aurait plus de gouvernement au Mali » **P. 11**
Révision des listes électorales : La COPER-MALI au cœur du processus **P. 11**
Gestion de la sécurité routière : Mme Diadji Sacko s'imprègne de l'expérience du Nigéria **P. 12**
Pr. Baba Berthé, sur l'accord d'Alger : « Ce qui est pris à l'Etat et donné aux collectivités n'est pas perdu pour le Mali » **P. 12**
Défense et sécurité : Le Mali réceptionne des hélicoptères de combat livrés par la Russie **P. 13**
Koulouba : Une montée des couleurs sous le signe de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion **P. 13**

/ Actualité /

Mali : Lancement du Mois de la Solidarité avec les blessés de guerre et les personnes âgées **P. 15**
Mali : Le ministre Kassogué fait le point sur les réformes en cours **P. 16**

/ Politique /

Refondation de l'état : Les propositions de la COCEM **P. 17**
Dans le concert des nations : Enfin la voix du Mali ! **P. 18**
Modibo Mao Makalou, Économiste : « Cette transition est en train de bouger, et dans le bon sens… » **P. 20**
Oumar Ibrahim Touré lors du lancement de l'ACRD : « Le Mali est un pays souverain et a le droit de choisir ses partenaires… » **P. 22**

/ Culture & société /

Littératie des futurs : Des jeunes leaders africains formés **P. 23**

/ International /

Balkans occidentaux : Un sommet pour faire patienter des pays en quête d'une adhésion à l'UE **P. 24**
RDC : L'ONU inquiète de la dégradation de la situation humanitaire **P. 25**

/ Sport /

Coupe du monde 2022 : Cinq duels à suivre en Afrique en octobre **P. 26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** .....

Riposte à Macron
L'axe Bamako-Alger se met en place

Il ne carbure qu'avec les rapports de force qu'il cherche à imposer à tout prix. Qui ne se rappelle la poignée de main « virile » que lui-même et son alter ego Donald Trump se sont imposés lors de leur toute première rencontre. Le président français Emmanuel Macron, puisque c'est de lui qu'il s'agit, ne s'épargne aucun affrontement même les plus inutiles pour lui et pour son pays.

C'est ainsi que le journal français Le Point titrait le 14 mai 2021 « **Trois ans, quatre crises : Emmanuel Macron, le plus maudit des présidents** ». C'est dire. Et les crises des Gilets jaunes, des retraites, l'affaire Benalla, étaient passées par là. S'y sont ajoutées depuis celles avec les Etats Unis d'Amérique, le Royaume Uni, l'Australie et depuis quelques jours celles avec le Mali et l'Algérie.

Soufflant au fil de ses interventions le chaud et le froid, il essayé, hier, sur France Inter de calmer le jeu avec l'Algérie tout en tenant de nouveaux discours susceptibles d'attiser le feu. Ainsi dira-t-il « **Mon souhait, c'est qu'il y ait un apaisement parce que je pense que c'est mieux de se parler, d'avancer. Il y a sans doute des désaccords mais la vie, c'est fait pour parler des désaccords et aussi les partager. Il y aura immanquablement d'autres tensions, mais je pense que mon devoir, c'est d'essayer de faire cheminer ce travail (de mémoire)**. Que comprendre ?

S'agissant du Mali, le petit poucet pour lui : « **Je rappelle qu'au Mali, le président François Hollande est intervenu à la demande du gouvernement et du peuple malien, mais aussi des tous les États membres de la CEDEAO. Sans la France au Sahel il n'y aurait plus de gouvernement au Mali, je vous le dis très nettement... Les terroristes auraient pris le contrôle d'abord de Bamako puis de tout le pays.**"

Mais, poursuit-il « **les terroristes ne pren-**

dront pas le pays car nous sommes là, la communauté internationale a pu arriver. (La présence militaire française) doit évoluer parce que l'on ne peut pas demander à nos soldats de remplacer ce qui est le travail de vos États et en particulier de votre État. Ce que l'on a entamé ..., c'est un travail qui consiste à dire : il faut que l'État revienne avec sa justice, son éducation sa police, partout et en particulier au Mali et au Burkina. L'armée française n'a pas à se substituer au non-travail de l'État malien.''

Et sur sa lancée il a demandé que derrière les opérations militaires que les projets se développent sauf pour les terroristes à reprendre les territoires libérés « **puisqu'il n'y a pas de perspectives. L'armée français n'a pas à se substituer au "non-travail" de l'État malien. Et de conclure, péremptoire : « Nous ne sommes pas le peuple à sa place**».

Et vlan ! Voilà le calmant de Dr Macron Emmanuel.

Les deux pays se considérant insultés ont semble-t-il décidé d'apporter une riposte commune à l'affront subi. Outre le rappel de l'ambassadeur suivi de l'interdiction faite aux avions militaires français de survoler l'espace aérien algérien et la convocation de l'ambassadeur de France au Mali, le ministre algérien des Affaires étrangères est venu au Mali témoigner toute la solidarité du peuple algérien au peuple malien qui traverse des épreuves.

A sa sortie de l'audience que lui a accordé le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, il a tenu un discours militant de solidarité agissante que votre journal reproduit in extenso « **Le président de la République de l'Algérie, m'a dépêché auprès du président de la Transition, Chef de l'Etat et du Premier ministre, Chef du gouvernement pour témoigner de la solidarité agissante de l'Algérie au peuple, au gouvernement Malien en cette période de l'histoire contemporaine de votre nation. Nation chère, nation avec laquelle nous avons un destin commun. Les algériens lisent dans leurs livres d'histoire la contribution inestimable qu'a apportée le Mali à travers la décision souveraine du président Modibo Keïta en 1960, dès après l'indépendance du Mali, d'ouvrir à l'armée de libération nationale Algérienne la frontière commune afin que notre armée de libération nationale puisse ouvrir un front contre le colonialisme pour que l'indépendance de l'Algérie qui était inévitable en 1960 après des années de lutte et de sacrifice. Que cette libération de l'Algérie se fasse dans le respect de l'intégrité territoriale de notre pays. Cette frontière à travers les villes de Tombouctou, naturellement de Gao ou l'état-major de l'unité de l'ALN était installé et de Kidal évidemment. Cette ligne de front à partir du Mali est un acquis historique qui fonde une solidarité réelle, une solidarité dans l'épreuve, une solidarité dans laquelle le Mali, la République du Mali qui venait de reconquérir son indépendance, était prêt à payer un prix élevé. Donc l'Algérie, d'aujourd'hui fidèle à son épopée libératrice, est reconnaissante au peuple malien cette position historique. Nos partenaires étrangers ont besoin de décoloniser leur propre histoire. Ils ont besoin de se libérer de certaines attitudes, de certains comportements, visions qui sont intrinsèquement liées à la logique incohérente portée par la prétendue mission civilisatrice de l'occident qui a été la couverture idéologique, qui a été utilisée pour essayer de faire passer le crime contre l'humanité qui a été la colonisation de l'Algérie, la colonisation du Mali et la colonisation de tant de peuples africains. Cette décolonisation qui doit s'opérer aujourd'hui, est une décolonisation qui s'annonce comme une priorité pour faire en sorte, que ce que je qualifierais de faillite même mémorielle que trahissent les propos concernant l'Algérie, concernant le**

Mali qui ont été tenus récemment. Cette faillite mémorielle qui est malheureusement intergénérationnelle chez un certain nombre d'acteurs de la vie politique française, parfois au niveau, le plus élevé. Tant que cette faillite mémorielle qui pousse les relations de la France officielle avec certains de nos pays dans des situations de crises malencontreuse devrait pouvoir s'assainir par le respect mutuel inconditionnel, respect de nos souverainetés, respect de notre indépendance de décision et acceptation de partenariats sur une base de stricte égalité. Dès lors que nous savons dans les relations que nous construirons avec les partenaires français il y a une logique de donner et recevoir. Il n'y a pas de cadeau. Il n'y a pas, j'allais dire d'offrande au sens unique.

Ce qu'il y a, c'est des intérêts stratégiques, des intérêts économiques, des intérêts bien compris qui ne peuvent durer, qui ne peuvent être promus, se consolider et subir l'épreuve de la durée que dans le respect mutuel et dans l'équilibre des intérêts. C'est pourquoi en tant que pays africain fortement attaché à notre indépendance nationale, nous nous tenons au côté Mali, un pays frère. Nous rappelons à qui veut bien nous entendre et entendre la voix de la raison que l'Afrique qui est le berceau de l'humanité est également le tombeau du colonialisme et du racisme. La lutte de libération nationale du peuple algérien a contribué à l'accélération de cette histoire. Et nous en sommes très fiers. Nous sommes très fiers de cette contribution à l'émancipation des peuples africains. Ceci nous impose le devoir de rester extrêmement vigilant, engagé lorsqu'il s'agit de préserver notre indépendance nationale comme celles de nos pays frères, voisins, amis. Il est tout à fait clair que le destin de l'Algérie et de celui du Mali sont étroitement liés. Nous ne pouvons qu'en de telle circonstance témoigner notre solidarité agissante et travailler comme nous le faisons normalement à régler nos problèmes pour que nous puissions nous projeter dans l'avenir avec confiance, courage et détermination. Convaincu que la solution à nos problèmes est entre nos mains ».

Voilà qui est dit.

Moctar Sow

Vive Les Aigles du Mali

Moussa Doumbia sur son compte Instagram :<< ...Je vous informe que je ne suis pas blessé , ne vous fiez pas aux rumeurs et aux informations circulants à ce sujet.Dieu merci je suis en bonne santé et en pleine forme.Si je ne joue pas en ce moment c'est uniquement le choix du coach..
Je profite de l'occasion pour remercier le staff technique de la sélection et le président de la FEMAFOOT , les supporters et mes coéquipiers de l'équipe nationale .Malgré cette belle génération de talents et les circonstances actuelles il continuent de me faire confiance.C'est pour moi un honneur de représenter le Mali et soyez en sûr je m'engage à donner le meilleur de moi-même pour les qualifications de ce Mondial. >>

YBC-Communication

#YBC/YB
#Mali: plusieurs terroristes ont tendu une embuscade à un convoi des Forces Armees Maliennes sur l'axe #Parou - #Bodio.
Les terroristes ont d'abord placé un IED qui a explosé au passages du convoi suivis de tirs nourris d'armes lourdes et automatiques #BilanProvisoire: 08 soldats tués, 05 blessés, 05 véhicules ont été détruits.
À suivre d'autres détails !
Moussa Nimaga / #Rezopanacom

Jeune Afrique

À la mi-août, la justice américaine a promis 5 millions de dollars à quiconque permettra l'arrestation de cet ancien chef d'état-major bissau-guinéen. Mais qui est vraiment ce putschiste récidiviste considéré par Washington comme un baron de la drogue ?

Présidence de la République du Mali

Koulouba | 05 Octobre 2021 | #Audience
L'ALGERIE SOLIDAIRE DU MALI
Le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale établie à l'extérieur, SEM. Ramatane Lamamra a effectué ce mardi 5 octobre 2021, une visite officielle au Mali.
Porteur d'un message d'amitié, de solidarité et de fraternité du Président algérien, SEM Abdelmajid Tebboune, M. Lamamra a successivement été reçu en audience par le Premier ministre et le Président de la Transition et auxquels il a transmis le message de soutien du peuple algérien. "Le moment est très important", a-t-il indiqué avant

d'ajouter qu'il ne peut y avoir de stabilité en Algérie si le Mali est affecté. Cela est d'autant plus vrai que l'Algérie est le deuxième pays après la Mauritanie à avoir la plus longue frontière avec le Mali.
Le diplomate algérien n'a pas manqué de regretter les campagnes de dénigrement sans précédent contre le Mali sur le triple plan diplomatique, politique et médiatique.
Par un rappel, M. Ramtane Lamamra a salué la décision historique et courageuse du Mali, tout nouvellement indépendant, d'avoir permis à l'Algérie en 1960, d'utiliser une partie de son territoire pour mener à bien sa lutte de libération nationale.
Le Président de la Transition, SE, le Colonel Assimi Goita a tenu, lors de son audience avec le M. Ramtane Lamamra, a remercié l'Algérie pour son courage, sa marque d'amitié et de solidarité en un moment aussi crucial pour le Mali, qui fait face à d'énormes défis pour la sécurisation de son territoire et de ses populations. Le Président Goita a également remercié son homologue algérien et par la, tout le peuple algérien dont l'appui n'a jamais fait défaut au Mali dans les moments difficiles.
"Notre souci majeur aujourd'hui est la sécurité des Maliens et, pour cela, nous ne nous lasserons jamais", a-t-il confié à son hôte qui dira avoir désormais une "bonne de grille de lecture à partir de la bonne source", a fait remarquer M. Lamamra tout en rassurant que personne ne pourra manipuler l'Algérie sur la crise malienne. Cette visite, selon M. Ramtane Lamamra, aura un très bon écho auprès du peuple algérien qui reste mobilisé pour le renforcement des liens d'amitié et de voisinage avec le Mali.

Financial Afrik

Par Ilyes Zouari, Président du CERMF (Centre d'étude et de réflexion sur le Monde francophone).
Après avoir récemment dépassé le Nigeria, premier producteur africain de pétrole, la Côte d'Ivoire vient de réaliser l'exploit de dépasser en richesse par habitant l'Angola, second producteur continental de pétrole, avec une production environ trente fois supérieure, et second producteur africain de #Côted'Ivoire

Paul Diarra Officiel

OPERATION MALIKO / Théâtre Est : renforcement de capacité opérationnelle des FAMa pour mieux combattre les forces du mal
Dix officiers FAMa et 25 personnels du bataillon des FAMa reconstitués du secteur1 du Théâtre Est de l'Opération Maliko ont été parallèlement formés par la mission de formation européenne EUTM. La cérémonie de clôture de ces stages a eu lieu le samedi 2 octobre 2021 sur la place d'armes du camp Firhoun AG alinçar de Gao. C'était sous la présidence du Com-théâtre Est, le Colonel Famouké Camara avec à ses côtés le commandant de zone de défense de Gao le Colonel Issa Bagoyoko.
Pour le renforcement de leurs capacités, ces officiers ont suivi avec assiduité les techniques et les méthodes de planification de niveau tactique. Ce module a été renforcé par l'acquisition de connaissances sur l'analyse, le traitement et l'interprétation des informations dans le domaine des renseignements opérationnels.
Quant aux personnels du bataillon des FAMa reconstitués, l'accent a été mis sur les modules des actes reflex du combattant, les actes élémentaires, l'évolution au sein d'un groupe de combat et les techniques de détection et de réaction face à un EEI.
Selon le commandant de zone défense de Gao, le Colonel Issa Bagayoko, le partenariat entre FAMa -EUTM est au beau fixe. Il a ensuite exhorté les bénéficiaires de la formation au bon usage de la connaissance acquise dans la conduite des prochaines opérations. La formation a été sanctionnée d'un certificat qui permettra au bénéficiaire d'avoir les avantages liés à cet effet.

RFI Afrique

En RDC, les élèves ont repris le chemin des classes depuis le lundi 4 octobre. Mesure phare du quinquennat de Félix Tshisékédi, la gratuité pour l'école primaire publique est censée s'appliquer depuis deux ans. Pourtant, rentrée scolaire rime encore avec casse-tête pour les parents, mais aussi pour les enseignants.

Kassoum Thera

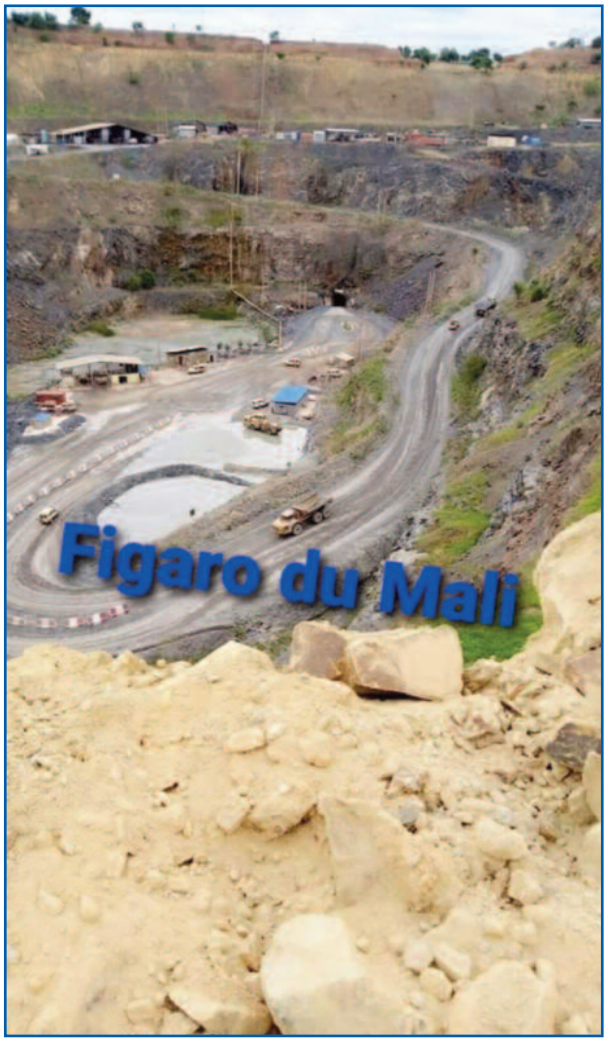
Invitation de la jeunesse malienne au sommet Afrique-France
L'ambassadeur de France au Mali Joël Meyer sur la sellette
Ils sont nombreux ces jeunes maliens qui ont fait le déplacement à Montpellier pour le sommet Afrique-France. Contrairement aux autres années, un nouveau format a été adopté pour ces assises avec la participation des jeunes du continent en lieu et place des chefs d'État. Au Mali le choix de ceux qui vont parler au nom des jeunes du Mali fait polémique selon plusieurs milieux proches des organisations de jeunesse. Il nous revient que le CNJ-Mali, organisation faîtière de la jeunesse malienne n'a pas eu de cartons d'invitation. Idem pour des grandes fédérations représetantives de jeunesse.
Qui ont été donc invités en France au nom des jeunes ? A la réponse à cette question un responsable d'une organisation de jeunesse répond: # Ce sont plutôt des jeunes proches de Paris qui vont surtout caresser Macron dans le sens du poil sinon ce n'est pas pour parler au nom de la vaillante jeunesse du Mali#. Pour un autre responsable d'une association de jeunesse, incompréhensible de tenir de telles assises sans pourtant tenir compte de toutes les sensibilités sur la politique française au Mali. D'ailleurs, un membre du CNJ Mali nous a confié que leur organisation a adressé une lettre d'explication à l'ambassadeur de France au Mali Joël Meyer par rapport à son exclusion. Une correspondance laissée sans suite. En tout cas de nos jours le diplomate français est plus que jamais sur la sellette par rapport aux critères de sélection des représentants de la jeunesse malienne à ce rendez vous de Montpellier.

Ouverture Média - OM

#OM INFO: MDAC : Le COMANFORT Barkhane rencontre le ministre de la défense et des anciens combattants
Le commandant de la Force Barkhane (COMANFORT), le Général de division Laurent Michon accompagné de l'ambassadeur de la France, M. Joël Meyer a été reçu par le Ministre de la défense et des anciens combattants, le Colonel Sadio Camara dans la salle de conférence de son département, le mardi 05 octobre 2021.
A en croire le COMANFORT, le Général de division Laurent Michon, cette visite est une prise de contact le ministre de la défense et des anciens combattants, le Colonel Sadio Camara. Il a ensuite expliqué la façon dont il entend remodeler la Force Barkhane et cela en coopération avec les Forces Armées Maliennes et aussi la MINUSMA. Selon lui ce remaniement de la Force Barkhane sur le plan militaire a pour but de continuer la lutte contre le terrorisme. Il a enfin rassuré les FAMa et d'autres composantes comme la Force G5-Sahel qu'elles constituent les piliers de cette transformation. Le Général a estimé la nécessité de renforcer la coopération militaire avec le Mali à travers l'augmentation des acteurs européens dans le cadre de la Force TASK TAKOUBA.

FIGARO DU MALI

#Urgent
MINES DE KOMANA : Les travailleurs en grève
Les travailleurs des mines de Komana ont déclenché depuis ce matin une grève , vivement motivée par la communauté qui accuse la société d'être exclue dans les marchés de l'emploi. " Nous devons bénéficier des formations et avoir un quota important lors des recrutements", indique un gréviste accusant les responsables de la société des Mines de Komana d'avoir privilégier les autres ressortissants au détriment de la communauté, c'est inacceptable ", dit-il. En effet, pas d'affrontements en ce moment entre les gendarmes et grévistes, les véhicules sont immobiles. Et les grévistes, en colère se réservent sur la durée de la grève et souhaitent rencontrer dans les prochains jours, la hiérarchie de l'entreprise sans quoi la grève pourrait prendre un caractère illimité. Rappelons qu'il s'agit entre autres de l'amélioration des conditions des travailleurs, de procéder aux recrutements des jeunes, de faire bénéficier aux différentes localités des avantages nécessaires pour leur développement socio-économique et de tenir compte des aspects environnementaux... Yacouba COULIBALY à suivre...



DICKO NEWS

Le directeur de l'AMAP doit s'expliquer pour avoir banalisé la convocation de l'Ambassadeur de France au Mali.
Source : Journaliste Païtao

Mbaranga Gasarabwe

Partout ds le monde la plainte est lancinante on crie au déclin du monde , des conflits éclatent , mais l'espoir est permis ac une jeune génération consciencieuse q donnera des ingrédients d'un monde meilleur. A la jeunesse q bâtit et apporte la pierre à l'édifice, bravo.

L'Unite, la cohésion sociale , simples mots magiques mais q coûtent cher et difficiles à obtenir. Qd on mesure à quel prix et efforts il faut s'investir ds la réconciliation, justice sociale en tenant compte du contexte socio culturel, chapeau à ceux q réussissent!

Ayons une pensée spéciale pr les personnes déplacées ds leur propre pays, sans abri approprié, co cette vieille maman de 82 ans q me dit q elle ne veut rien d'autre, son rêve est de retourner chez elle et mourir ds sa petite hutte. La paix n'a pas de prix !

Larmes des pauvres

#Mali --#Tombouctou Ce 6/10 vers 2h du matin, des braqueurs poursuivant le gérant d'un campement de #Diré ont ouvert le feu touchant mortellement une femme et son enfant.

#Mali --#Sikasso Ce 5/10 braquage sur axe #Koutiala- #Kimparana, des individus armés ont dépouillé les passagers d'un bus de transport en commun de tous leurs biens.

ASSADEK AG HAMAHADY

Un membre de la CMA m'a dit que le jour où les russes vont fouler le sol de l'Azawad Ganda Koye et ses adhérents vont tous se refugier au Ghane ou ailleurs.
@GoitaAssimi
@EmmanuelMacron

ibrahim sysawane

L'avion militaire et l'hélicoptère de l'armée acheté puis bloqué aux #USA seront livrés aux autorités maliennes dans quelques jours.#Mali

Révision des listes électorales : La COPER-MALI au cœur du processus

Dans le cadre de la révision annuelle des listes électorales, la Coalition des Organisations partenaires du PNUD pour des Électorales réussies au Mali (COPER-Mali) a animé une conférence de presse le 02 octobre 2021 dans les locaux du Centre du Secteur Privé (CSP). L'objectif était d'expliquer aux hommes de médias sa stratégie de mobilisation citoyenne pour la révision des listes électorales.

Partant du constat relatif à la faible participation récurrente des populations aux opérations de révision annuelle des listes électorales, la COPER a sollicité le PNUD pour une implication collective et inclusive afin de renverser cette tendance qui handicape sérieusement le processus électoral au Mali. Fort de cet engagement, la COPER entend mener cette année une large campagne de sensibilisation afin de toucher le maximum de monde.

Dans son plan d'action, la Coalition des Organisations partenaires du PNUD pour des Electorales réussies au Mali a comme cible environ 426 500 jeunes, 297 850 femmes dont 2000 femmes leaders, 55 045 personnes en situation de handicap, 21 490 déplacés et enfin 1921 acteurs locaux, notamment les chefs et conseillers de villages, fractions et quartiers, chefs coutumiers, leaders religieux, leaders d'opinions. En tout, la COPER compte toucher au moins 268 650 nouveaux majeurs.

LES MÉDIAS, PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS !

Pour mener à bien cette sensibilisation, les médias sont mis en avant. Ainsi, soixante-dix radios locales, cinq télévisions publiques et privées, dix-huit organes de la presse écrite, publique et privée, quatre organes en ligne, deux réseaux sociaux (Facebook et WhatsApp) seront impliqués. « Nous sommes une organisation de la société civile, notre rôle est de sensibiliser les populations. Mais, nous ne pouvons le faire que si les médias nous accompagnent », a expliqué le président de la COPER, Mamadou Fadiala Keïta.

Aussi, il a tenu à rappeler l'importance de se faire enregistrer sur les listes électorales. « Nul ne peut estimer à juste titre l'importance de se faire enregistrer sur les listes électorales. C'est cela qui vous permet quand même de participer aux choix de ceux à qui la gouvernance sera confiée. Donc, le peuple doit avoir conscience du rôle qu'il peut jouer. Je pense que cela fait partie d'un devoir citoyen qu'on doit accompagner », a-t-il ajouté.

Au-delà des médias, la COPER compte avoir comme approche l'usage de focus groups, causeries-débats, caravanes, "baroni" lors des tontines, foires hebdomadaires et marchés à bétails, sketches, tournois de football en vue de booster la mobilisation citoyenne à la révision annuelle des listes électorales. Et le tout en s'appuyant sur les langues locales.

Amadou Kodio / Source : Ziré

Emmanuel Macron continu de fustiger le Mali : « Sans la France au Sahel, il n'y aurait plus de gouvernement au Mali »

Après avoir qualifié de « honte » les accusations d'« abandon » du Mali par la France, affirmées par le Premier ministre malien de Transition, Choguel MAÏGA, à la tribune de l'ONU, Emmanuel Macron continue sa lancée sur les critiques et tente de justifier tant bien que mal l'importance de la présence Française au Sahel, particulièrement au Mali. A l'occasion de la journée spéciale organisée pour les femmes afghanes, le Président Français, dans une interview ce 05 octobre 2021, a répondu à quelques questions concernant la tension qui existe entre le Mali et la France. Pour lui « Sans la France au Sahel, il n'y aurait plus de gouvernement au Mali ».

Paris avait déjà fermement condamné ces derniers jours les propos tenus par le Premier Ministre Choguel MAÏGA qui a affirmé que l'annonce par Emmanuel Macron en juin de la réorganisation de la présence militaire française, avec la fin programmée de Barkhane, représentait « une espèce d'abandon en plein vol ». Depuis, les autorités Françaises ne (...)

ALIMA SOW / Source : NOUVEL HORIZON

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Gestion de la sécurité routière : Mme Diadji Sacko s'imprègne de l'expérience du Nigéria

Du 20 au 24 septembre 2021, la Directrice Générale de L'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER), présidente en exercice de l'Organisation pour la Sécurité routière en Afrique de l'Ouest (OSRAO), Mme Doumbia Diadji Sacko, a effectué une visite de travail au Nigéria.

Au cours de cette visite, Mme Doumbia Diadji Sacko a été reçue au Federal Capital Territory (FTC), un centre chargé de la vérification des données relatives aux demandes de permis de conduire, de la confection et de la délivrance. Elle a aussi rendu visite aux équipes chargées de la patrouille et du contrôle routier pour assurer la fluidité de la circulation routière et réprimer les contrevenants au code de la route ; au centre de fabrication des panneaux de signalisation et des plaques d'immatriculation et au 51e centre de secours (Zebra) chargé de la prise en charge des victimes d'accidents.

Mme Doumbia Diadji Sacko s'est également rendue au secrétariat permanent de l'OSRAO basé à la Federal Road Safety Corps (FRSC) au Nigéria, où le secrétaire permanent de l'OSRAO, Lateef Ramoni et son équipe lui ont réservé un accueil chaleureux. Aussi, la présidente en exercice de l'OSRAO a-t-elle été à la direction de la FRCS. Ici, elle a été accueillie par le président de la FRSC, le Corps Marshal, Dr. Baboye Oyeyemi, et la Deputy Corps Marshal, Madame OI Ewhrudjakpor. La Directrice Générale de l'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER) a eu aussi droit à une visite guidée au sein des autres services logés à la direction de la FRSC avec la Deputy Corps Marshal.

Mme Doumbia Diadji Sacko a également rencontré les responsables du centre de traitement informatisé des données et des informations relatives à la sécurité routière et du suivi électronique des véhicules de la FRSC et du transport professionnel à travers le pays et ceux de Call center du numéro 112 : centre d'appel de la sécurité routière avant de prendre part à une réunion qui s'est tenue sous la présidence du Corps Marshal, Dr. Baboye Oyeyemi. Au cours de ladite réunion, Dr. Baboye Oyeyemi a présenté l'historique de la FRSC et la gestion de la sécurité routière en République Fédérale du Nigeria à la présidente en exercice de l'OSRAO. Après la réunion, le Corps Marshal a invité Mme Doumbia Diadji Sacko à visiter la Radio dédiée à la Sécurité routière au Nigéria. Ainsi, une émission radiophonique a été animée par le Corps Marshal et la présidente de l'OSRAO, Mme Doumbia Diadji Sacko.

Ousmane BALLO / Source : Ziré

Pr. Baba Berthé, sur l'accord d'Alger : « Ce qui est pris à l'Etat et donné aux collectivités n'est pas perdu pour le Mali »

Le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM) et l'ONG « Grain », en partenariat avec le Ministère de la Refondation et des Relations entre les Institutions et la Fondation Friedrich Ebert, ont organisé un colloque de deux jours le week-end dernier sur l'Accord issu du processus d'Alger pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Lors de la clôture, le Pr. Baba Berthé a donné son point de vue sur ledit accord.

Le colloque a duré deux jours. Pour ce faire, les organisateurs ont mis en place 4 panels de réflexion conformément aux 4 thématiques de l'Accord à savoir : Politique-institutions, Défense-Sécuritaire, Développement et Réconciliation. Les 4 groupes ont mené des réflexions critiques et des amendements qui ont été sanctionnés par une restitution en plénière et des recommandations.

Dans ses observations, le Pr. Baba Berthé, l'un des négociateurs de l'Accord côté gouvernement, a fait la genèse de l'Accord tout en rappelant les difficultés avec lesquelles, ce document de refondation pour lui a été élaboré. « Ce n'est pas un accord de paix mais un accord pour la paix », a-t-il précisé avant de rappeler que « tout ce qui a été pris à l'Etat et donné aux collectivités n'est pas perdu pour le Mali. C'est le Mali qui gagne ». Pour dire que « l'Etat et les collectivités, restent tous les deux, le Mali », a rassuré M. Berthé. Aux dires de Baba Berthé, des lignes rouges ont été fixées lors des négociations à Alger, qui sont : L'unité, l'intégrité territoriale et la laïcité de l'Etat.

Les recommandations du colloque ont grandement mis l'accent sur une meilleure appropriation de l'Accord par la population malienne, qui pour les panélistes, ignore le contenu. Ensuite, il a été question de déconstruire le mythe de séparation du Mali dont fut victime le document. Une idée soutenue par l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Plusieurs autres mesures de recommandation ont été faites dans le cadre de l'accélération des travaux déjà entamés dans la mise en œuvre, l'opérationnalisation des autorités intérimaires et des régions du Nord et la bonne communication autour des travaux.

Ont pris part à ce colloque de haut niveau, l'ancien Premier ministre Moussa Mara, Aly Nouhoum Diallo, Moussadeck Bally, Christian Klatt de la Fondation Fredrich Ebert, le Pr. Baba Berthé, Cheick Sidi Diarra, des acteurs de la société civile, des représentants du gouvernement et des groupes signataires de l'Accord issu du processus d'Alger.

Koureichy Cissé / Source : Mali Tribune

Défense et sécurité : Le Mali réceptionne des hélicoptères de combat livrés par la Russie

Le ministre malien de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio Camara, a réceptionné quatre hélicoptères de combat de type MI 171 à l'Aéroport International Modibo Keïta de Bamako Sénou, le vendredi 1er octobre 2021. Ces avions d'attaque ont été acquis dans le cadre de la coopération entre le Mali et la Russie.

Selon une source proche du Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, « il s'agit de la réalisation rapide des perspectives intéressantes de lutte contre le terrorisme. Ces moyens de défense qui viennent encore augmenter notre parc aérien en moyens d'opération de puissances de feu, ont été acquis grâce aux efforts du trésor public à travers le ministère de la Défense et des Anciens combattants ».

Par ailleurs, en livrant ces engins militaires, Moscou a également offert des armes et des munitions à Bamako. « C'est une coopération militaire fructueuse entre nos deux pays dans cadre de la lutte contre le terrorisme. Cette réception d'avion de combat est une volonté affichée des autorités maliennes de la Transition de trouver rapidement des solutions adaptées afin de progresser dans la protection et la sécurisation des populations et de leurs biens face aux terroristes et djihadistes », a affirmé le Colonel Sadio Camara à la réception.

Il faut rappeler que le Mali et la Russie avaient renforcé leurs relations bilatérales depuis 2019 en marge du forum militaire international « Armée 2019 » et lors du forum politique Russie-Afrique à Sotchi.

Pour rappel, le 25 juin 2019, le diplomate russe AlexeiDoulian, ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali d'alors, avait témoigné aux autorités maliennes que la fédération de Russie renforcera et raffermira les relations de coopération entre les deux pays.

Source : Financialafrik

Koulouba : Une montée des couleurs sous le signe de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

A la présidence du Mali, la cérémonie mensuelle de la montée des couleurs s'est tenue ce lundi 4 octobre 2021. Commandée par le Capitaine Mahamane Maïga, cette troisième édition a eu lieu dans la cour du palais de Koulouba, sous la présidence du Président de la Transition, Assimi Goïta, et devant ses collaborateurs de la première institution.

Contrairement aux précédentes éditions, cette cérémonie a coïncidé avec le démarrage des activités du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion. Cette cérémonie, pour rappel, a été instituée en août 2021, par le président Goïta. Elle vise non seulement à entretenir une véritable cohésion au sein de l'équipe de la présidence, mais aussi et surtout promouvoir la paix, la stabilité et cultiver l'amour de la patrie.

La rédaction

Source : Sahel Tribune

Le champ d'application
de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2 : Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3 : Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.

Mali : Lancement du Mois de la Solidarité avec les blessés de guerre et les personnes âgées

Au Mali, les activités du Mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion ont démarré, ce lundi 4 octobre 2021 à la Polyclinique des Armées à Kati. C'était sous la présidence du Colonel Assan Badiallo Touré, Conseillère spéciale du Président de la Transition.

« La solidarité, un moyen de renforcement de la paix, de la cohésion sociale ». C'est sous ce thème que la 27e édition du Mois de la Solidarité a démarrée au Mali, à travers un don de vivres, de médicaments et une visite aux blessés de guerre hospitalisés à la Polyclinique des Armées de Kati.

« Au nom du Président de la Transition, qui tient à cœur tous les Maliens, on a tenu à commencer les activités de ce mois de la solidarité par les blessés de guerre. Ceux pour qui la vie ne serait plus sûrement comme avant, ceux qui ne verront plus certainement leurs enfants sourire, ceux qui seront en situation de handicape ou auront des difficultés à vivre », a souligné la Conseillère spéciale du Président de la Transition, dans son discours, lors du lancement des activités de ce mois dédié à la solidarité.

SIGNE DE RECONNAISSANCE

Le lancement de ces activités dans cette Polyclinique est assez symbolique, selon Assan Badiallo Touré. C'est un signe de reconnaissance du Président de la Transition à ces hommes qui se sacrifient pour la nation. C'est une manière de remonter le moral des militaires engagés pour la sécurisation des personnes et de leurs biens, souvent au péril de leur vie. « Les gens qui ont accepté de se sacrifier pour l'État, il faut bien qu'en retour l'État soit là pour eux », a indiqué le directeur de la Direction Centrale des Services de Santé des Armées (DCSA), Colonel-major Mamadou Alpha Ndiaw.

Juste après ce lancement des activités du mois, la délégation de la Présidence, sous la conduite de Mme Assan Badiallo Touré, s'est rendue dans la 1re Région du pays, Kayes. Après avoir rendu visite à la personne la plus âgée, Fatou Camara (âgée de 115 environ) ainsi qu'aux notabilités et au Collectif des chefs de quartier de Kayes, la délégation a remis cinq tonnes de vivres et de pâtes alimentaires à

l'Association des personnes âgées, le mardi 5 octobre 2021.

Hamed Niang, l'un des bénéficiaires, âgé de près de 96 ans et résidant au quartier Légal-Ségou de Kayes, n'a pas manqué de mots de remerciements et d'accompagnement à l'endroit du Président de la Transition et de toute son équipe. À la Polyclinique des Armées, au moins 30 patients se trouvaient en traitement. Au nom de ces patients, Youssouf, blessé de guerre, a remercié toute l'équipe de la Transition, notamment le chef de l'État, Colonel Assimi Goïta, à qui il demande d'accompagnement le personnel de la Polyclinique dans la prise en charge des blessés.

LES « FAITS SONT LÀ ET SONT CONCRETS »

Comblé de joie, le Colonel Moussa Soumaré, Gouverneur de la région de Kayes, a rappelé qu'à travers ces gestes, le Colonel Assimi Goïta vient de joindre l'acte à la parole. Selon ses propos, le chef de l'État avait promis aux Maliens, depuis son investiture, de les aider. Aujourd'hui, les « faits sont là et sont concrets », a-t-il martelé tout en indiquant : « Après la réalisation d'une cinquantaine de forages, nous voilà aujourd'hui dans le cadre du mois de la solidarité avec des dons au profit des personnes âgées et démunies ».

L'ambition de l'actuel locataire de Koulouba, à travers ces gestes, est de faire en sorte que les services sociaux de base soient plus proches des populations, à en croire le Colonel Assan Badiallo Touré. Une manière d'apaiser le climat social, d'atteindre les objectifs de la transition et surtout de réussir la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles. C'est pourquoi il est important, selon elle, que ce mois ne soit pas que pour le Président de la Transition, mais de tous les Maliens, qui sont invités à avoir un élan de solidarité.

Plusieurs activités sont inscrites dans le programme au cours de ce mois, a indiqué la délégation de la présidence.

Rappelons que c'est en 1995 que l'ex-président de la République du Mali, Alpha Oumar Konaré, a déclaré le mois d'Octobre, comme mois de la Solidarité et de Lutte contre l'Exclusion. Une initiative qui vise à inviter les uns et les autres à la solidarité pour le bon vivre ensemble.

Chiencoro

Source : Sahel Tribune

Mali : Le ministre Kassogué fait le point sur les réformes en cours

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, et le Directeur National des Affaires Judiciaires, Mohamed Maouloud Najim, ont profité de la deuxième journée d'échanges entre la presse et la justice pour faire le point sur les grandes reformes en cours au niveau du système judiciaire malien. C'était le mardi 05 octobre 2021, à la Maison de la Presse, en présence du Président de la Maison de la resse, Bandiougou Danté, et de plusieurs journalistes.

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a indiqué d'entrée que son département, en signant ce partenariat dynamique avec la presse, est conscient du rôle fondamental de cette dernière dans l'administration et la distribution de la justice. Selon lui, la presse est non seulement un instrument de conscientisation contre l'incivisme et son corolaire de comportements infractionnels, mais aussi de boussole pour l'orientation de l'action judiciaire dans certaines procédures. « Le thème central de cette deuxième journée est relatif à l'institution du Pôle National Economique et Financier, dernière-née des institutions judiciaires de lutte contre la corruption et la délinquance économique et financière », a évoqué le ministre de la Justice. Avant de mentionner que c'est à la faveur du renforcement de cette lutte, décidée par les Autorités de la Transition, qu'il a été créé un nouveau Pôle Economique et Financier unique qui a une compétence nationale et qui est dirigé par un Procureur de la République spécialisé sur les affaires de corruption et de délinquance économique et financière. « Cette nouvelle institution remplace les trois Pôles Economiques et Financiers de Kayes, de Mopti et de Bamako, et se caractérise par l'élargissement de la compétence-matière, la prise en charge de toute la chaîne de traitement des infractions économiques et financières, à savoir, la poursuite, l'instruction et le jugement, la spécialisation des animateurs et la mise en place d'une batterie de mesures conservatoires, notamment les saisies des biens appartenant aux personnes poursuivies pour garantir l'efficacité des procédures », a expliqué le ministre de la Justice. En plus, il a laissé entendre que les saisies conservatoires, qui peuvent être pratiquées sur les biens des personnes poursuivies à hauteur des montants reprochés, et cela, depuis l'enquête préliminaire, constituent une innovation majeure, car jusqu'ici, les saisies de biens ne pouvaient porter que sur les biens ayant été utilisés pour commettre l'infraction ou sur les produits directs tirés de l'infraction.

Mohamed Maouloud Najim, le Directeur National des Affaires Judiciaires, a dans son exposé évoqué certaines grandes réformes en cours telles que la relecture des textes ; les recrutements ; la modernisation des infrastructures ; les travaux sur l'examen du projet du code pénal et de procédure pénal en y insérant des préoccupations majeures de l'heure ; l'abandon de la pratique des assisses par la création des chambres criminelles dans les tribunaux de grandes instances ; etc. Le président de la Maison de la Presse, Bandiougou Danté, a salué ce partenariat naissant entre la presse et la justice et a rassuré le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux que la presse jouera pleinement sa partition pour informer la population malienne sur les grandes réformes en cours.

Moussa Samba Diallo
Source : Le Républicain

Refondation de l'état : Les propositions de la COCEM

La Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali (COCEM), a animé, une conférence de presse tenue mardi 05 octobre 2021. Au cours de cette conférence, le document propositions de pistes de réforme constitutionnelle au Mali en marge du changement de la Constitution du 25 février 1992, a été rendu public.

L'objectif du document est d'apporter une modeste contribution aux efforts des autorités de la Transition dans le cadre de la révision constitutionnelle. C'est dans cette optique que la COCEM souhaite apporter sa contribution à l'édification du Mali. Ainsi, elle a proposé aux autorités de la Transition la consécration d'un régime présidentiel avec une séparation effective des pouvoirs et le durcissement des conditions de candidature à l'élection du Président de la République. Il faut le dire la COCEM est favorable à la création du Sénat ainsi qu'au changement du mode de désignation des neufs conseillers de la Cour constitutionnelle.

Dans son intervention, le président de la COCEM, Drissa Traoré, a affirmé que ce document a été élaboré dans l'objectif d'apporter une modeste contribution aux efforts des autorités de la Transition en vue notamment du changement de la Constitution du 25 février 1992. « **C'est le fruit de plus de 8 mois de travaux, de réflexions approfondies sur les forces et les insuffisances de la Constitution du 25 février 1992 et à travers une analyse croisée des Constitutions africaines tenant compte des défis et enjeux actuels auxquels des propositions appropriées ont été faite**s », a-t-il dit.

Il précisera que les travaux se sont traduits par des ateliers impliquant des universitaires maliens et des personnes ressources ayant une expertise avérée dans les travaux de recherche en droit constitutionnel, des acteurs des organisations intervenant dans le processus électoral, des membres de la Coordination nationale ainsi que ceux du Secrétariat Exécutif de la COCEM. « **Le soutien technique et financier du National Démocratic Institue (NDI), de l'USAID, de la Coopération Suisse, partenaires de la COCEM, a été tout aussi déterminant dans la réalisation de cet ouvrage dont le contenu n'engage que la COCEM** », affirmé Drissa Traoré.

De ce fait, la COCEM a insisté pour actualiser les débats autour de la révision ou changement constitutionnel à l'aune de la refondation. Ainsi, à travers ce document accessible à tous citoyenscqui ambitionne de favoriser la participation effective de toutes les couches de la société dans les débats autour de la refondation en général, et du changement de la Constitution, en particulier.

Les innovations majeures que la COCEM propose portent, entre autres, sur le changement de régime politique en allant vers un régime présidentiel devant être caractérisé par une séparation effective des pouvoirs, la suppression du poste de Premier Ministre, la création du poste de Vice-président de la République qui sera élu en duo avec le Président de la République dans une société malienne en mutation et à la croisée des crises socio politiques récurrentes. Elle a dénoncé la mauvaise gouvernance, le déficit de redevabilité et le déficit de confiance dans les Institutions.

Pour la coalition, l'inefficacité de certaines institutions notamment la Haute cour de justice, la dépendance de la Cour constitutionnelle du pouvoir exécutif par le mode de désignation de ses membres et de son mandat, ont provoqué souvent des contestations des résultats et des crises post électorales.

Au cours de son intervention, Drissa Traoré a évoqué « la récurrence de l'accès au pouvoir par des voies illégales, notamment les coups d'Etat. Il s'agit, entre autres, de l'inégalité des chances entre les différents candidats à l'élection présidentielle et de l'utilisation de l'appareil d'Etat et les ressources publiques pour la campagne par le Président sortant. La complexité de la procédure suivie devant une haute cour de justice pouvant encourager l'impunité et le risque de politisation et d'instrumentalisation des poursuites », a-t-il conclu.

Ibrahim Sanogo

Dans le concert des nations : Enfin la voix du Mali !

Devenu aphone dans le concert des nations depuis la fin du régime Modibo Kéita, le Mali de Moussa Traoré a eu une diplomatie plus ou moins tranchante avec Alioune Blondin Bèye, avant de rentrer dans les rangs à partir de 1992 parce que les présidents de l'ère démocratique ont été plus soucieux d'apparaître comme de bons élèves de la communauté internationale. Et puis, arriva cette transition atypique dirigée par le Colonel Assimi Goïta qui a choisi Choguel Kokalla Maïga comme Premier Ministre. La langue de bois a disparu et les maliens découvrent la face hideuse de la politique-bouffon et de ses principaux animateurs.

UNE TRANSITION QUI COMMENCE À FAIRE RÊVER

Depuis trente ans, la volonté de conserver le pouvoir et de préserver des intérêts personnels a nettement pris le pas sur l'affirmation de soi et des valeurs qui font la grandeur du Mali. La pratique politique s'est délitée au point que le président de la république et ses proches contrôlent absolument tout, confinant les autres institutions dans un rôle de figurants de luxe. La démocratie est ainsi restée pour de nombreux maliens une simple vue de l'esprit et le pays a été plongé dans l'enfer de la corruption, du népotisme et de l'occupation par des bandes terroristes bien orientées, le plaçant du coup sous la menace permanente des coups d'Etat et des transitions politiques. IBK qui avait suscité beaucoup d'espoir a déçu, abandonnant le Mali aux mains de pires prédateurs avec à la clé de nombreux délits d'initié et des détournements vertigineux des ressources publiques. Les élections législatives controversées de mars-avril 2020 vont sonner le glas du régime moribond et conduire une fois de plus l'armée au-devant de la scène. Aujourd'hui, force est de reconnaître que le tandem Assimi – Choguel pratique une gouvernance de rupture que beaucoup pensaient improbable. Le discours et la posture ont changé, des réformes courageuses et novatrices sont lancées. La Justice libérée des entraves politiciennes interpelle plus gros que de simples lampistes. Le Premier Ministre consulte régulièrement les forces vives et l'armée apparaît plus que jamais soudée. Le front social se calme pendant que les politiciens discrédités, frileux et timorés tournent en rond. C'est dans ce climat que survient le discours mémorable du Premier Ministre Choguel prononcé devant les Nations Unies. Le monde entier médusé a écouté et entendu la voix du Mali, avec des propos certes mesurés mais combien poignants. La France d'abord surprise et désorientée, profondément troublée, a fini par avoir la réaction d'une femme abandonnée, se défendant maladroitement et accusant de tout et de rien. Un bon point pour l'attaque malienne qui a fait mouche à la tribune des Nations-Unies. Décidément, cette jeune génération d'officiers militaires conduite par Assimi Goïta est en train de nous faire rêver et elle a trouvé en Choguel le politicien courageux et constant dans ses prises de position, qui connaît parfaitement le problème malien dans toutes ses dimensions. A présent, il s'agit

de pousser la logique jusqu'au bout, en reprenant totalement la main sur le terrain face aux tentatives de spoliation et de déstabilisation.

LE JEU TROUBLE DE LA FRANCE AU MALI

Si le Mali a accueilli l'opération SERVAL en 2013 dans la liesse, il a dû déchanter quelques jours seulement après, suite au veto posé par la France à l'entrée de l'armée malienne à Kidal. En soutenant ouvertement le MNLA, un mouvement séparatiste qui ne reconnaît pas l'autorité de Bamako, dont elle est allée chercher les dirigeants dans les pays voisins pour les installer à Kidal et en faire les interlocuteurs obligés de l'Etat du Mali, la France a montré son vrai visage, celui de l'ami qui embrasse pour étouffer et donner le baiser de la mort. En réalité, la trahison a précédé « l'abandon en plein vol » qui n'a été qu'un doux euphémisme préféré par le Premier Ministre Choguel. La transformation plus tard de SERVAL en BARKHANE a confirmé la volonté de la France de noyer le problème malien dans celui plus complexe du Sahel. Le Mali qui n'avait demandé qu'une couverture aérienne à la France, a vu celle-ci débarquer avec des troupes au sol, comme l'a confirmé le Premier Ministre de l'époque Django Sissoko. Ce déplacement du nœud du problème a permis à la France de s'implanter et de faire des maliens affaiblis et vulnérables de simples spectateurs de leur propre destin pendant huit ans. Aucun objectif majeur n'a été atteint avec la présence française parce que la menace djihadiste qui était circonscrite au seul nord du Mali, est présente partout aujourd'hui. Pour ce qui est du devoir de reconnaissance évoqué par Macron, les peuples du Soudan français ont payé pendant la 2ème Guerre mondiale un lourd tribut pour libérer la France de l'occupation allemande, avant d'être payés en monnaie de singe. François Hollande l'a reconnu. Dès lors, si le Mali souhaite explorer d'autres voies pour assurer sa sécurité, quoi de plus normal ? A moins que l'invité se prenne pour le propriétaire, au point de vouloir dicter aux autorités maliennes une conduite. Le Mali ne confond pas la France avec ses dirigeants politiques qui eux, ne sont pas au-dessus de tout soupçon. N'est-ce pas la France qui, au cours des premières années des indépendances, avec les réseaux Foccart et autres barbouzes, a introduit la culture du mercenariat et de la déstabilisation politique en Afrique ? Qui ne connaît Bob Denard de triste mémoire ? N'est-ce pas Nicholas Sarkhozy qui, en déstabilisant la Libye a créé les conditions de l'instabilité au Mali et dans le Sahel ? Le Mali qui apprend vite et bien a été à la bonne école. La Transition conduite par Assimi Goïta fait donc honneur au Mali profond, celui de nos pères qu'il réhabilite, en mettant à nue la forfaiture et la trahison des politiciens et collabos maliens de la 5ème colonne qu'on voit se précipiter à Ouagadougou et à Paris pour prendre des instructions et soutenir des sanctions contre leur propre pays. Aujourd'hui discrédités, ils sont semblables à des âmes en peine qui errent au purgatoire en attendant la chute finale. Et ce n'est pas un hasard si Macron, sentant son « empire malien » s'écrouler, s'inquiète lorsqu'on demande des comptes à certains de ses porteurs de bagages. Le président Ba N'Daw avait quelle légitimité ? Cela n'a pas empêché Macron de lui tresser des lauriers en lui adressant des éloges qu'il a eu tort de mériter. On sait que depuis la fin de la période Mitterrand-Chirac, la France elle aussi est orpheline de grands leaders politiques. Les trois derniers présidents français ont été élus par défaut, c'est-à-dire faute de mieux. Sans grande vision pour un pays de la dimension de la France et adeptes de la politique-spectacle, ils ont été régulièrement vilipendés et ont du mal à se faire réélire. Le Président de Transition et son Premier Ministre ont été durement et bassement attaqués par le Gouvernement français avec la condescendance qui sied à un colonialiste bon teint. C'est la preuve qu'Assimi et Choguel ont choisi de tourner le dos à l'hypocrisie souriante des marionnettes et des marionnettistes, pour le grand bien du Mali.

La France des nains politiques est en train de perdre le Mali qui a pourtant une certaine estime pour le peuple français et sa soif de liberté. Assimi Goïta et Choguel Maïga, totalement en phase avec le peuple malien, ont mis le doigt où cela fait mal : la duplicité des dirigeants politiques français. Le Mali de l'honneur et de la dignité est débout et il sera désormais plus attentif à la présence, aux faits et gestes de tous les aventuriers vaquant sur son sol à des occupations mal définies.

Mahamadou Camara
Email : mahacam55mc@gmail.com

Modibo Mao Makalou, Économiste : « Cette transition est en train de bouger, et dans le bon sens... »

Si le discours du Premier ministre devant la tribune des Nations Unies a créé un sentiment de patriotisme au Mali, le même a mis en colère les autorités françaises qui ont tenu des propos qui sortent dans le cadre du langage diplomatique. Ces derniers jours, on assiste à un dérapage verbal de la France à l'encontre du Mali. En plus de ce dérapage verbal, Choguel doit faire face à un tsunami politique qui risque de torpiller la transition, plus de 70 partis politiques ayant affirmé descendre dans la rue contre une possible prorogation de la transition. Comment Choguel Kokalla Maïga va-t-il s'y prendre ? Sortira-t-il indemne de cette situation ? Modibo Mao Makalu, Economiste, nous livre son analyse.

Mali-Tribune : Le discours du Premier ministre devant la tribune des Nations Unies a créé un sentiment de patriotisme au sein de la population malienne. Qu'en pensez-vous ?

Modibo Mao Makalou : Je pense que le discours que le Premier ministre du Mali, Choguel Kokalla Maïga, a prononcé devant la 76ème Assemblée générale des Nations-Unies était un discours courageux qui exprime un peu la frustration des dirigeants et du peuple malien. Le Premier ministre était en phase avec son peuple dans ce discours, c'est ce qui a plu au Mali.

Nous vivons une crise multiforme et multidimensionnelle depuis 2012 et chaque jour, nous assistons au délitement à la déliquescence de l'Etat, surtout à cause de l'insécurité galopante. Il y a près de 2/3 du pays qui se situent dans une zone non sécurisée et cela a amené un lot de déplacés et qui nous a conduit dans une grave crise alimentaire, nutritionnelle en plus de la crise sanitaire. Il y a environ 5 millions de Maliennes sur les 21 millions qui sont en insécurité alimentaire et 60 % de notre population se trouve dans les zones rurales qui sont occupées par des bandes armées et terroristes.

Si nous revoyons les objectifs de l'appel que nous avons fait en premier à la France et ensuite à la communauté internationale, c'était de lutter contre l'insécurité mais le résultat n'est pas au rendez-vous, le résultat est loin d'être reluisant. Est-ce que les Maliens sont en droit quel que soit le régime en place de se demander si nous sommes sur la bonne voie ? Bien sûr que oui, mais maintenant il s'agit de voir comment changer d'approche et de méthodologie, ça c'est le droit le plus absolu que le peuple malien peut demander et que les dirigeants ont le droit de solliciter.

Mali-Tribune : Depuis la semaine dernière, nous assistons à une escalade verbale entre Paris et Bamako et la sortie médiatique de Macron a créé l'indignation. Pourquoi cette escalade verbale alors qu'il existe des canaux de communication ?

M M. M : Il y a un grand écrivain français qui s'appelait Roland Barthes qui disait le langage n'est jamais innocent. Mais pourquoi cette escalade verbale de la part des officiels français, c'est la question que je me pose ? Parce que ce n'est pas les officiels maliens qui sont en train de faire ce dérapage verbal et de personnaliser les difficultés rencontrées sur le terrain par l'ensemble des acteurs. Je pense que c'est vraiment dommage, vous savez les relations ne sont pas personnelles, elles sont étatiques, d'Etat à Etat et la France est un grand pays de la diplomatie la plupart des codes du protocole des relations diplomatiques et internationales viennent de la France, sont inspirées par la France. Quand on remonte dans l'histoire contemporaine même au plus fort de la crise après l'indépendance, quand la première République a demandé le départ des troupes françaises de notre territoire, nous n'avons pas assisté à ce genre de comportement de la part des autorités françaises. En 1961, quand il a été demandé par le Président Modibo Keita le départ des troupes française du Mali à cause de la violation des Accords franco-maliens à l'époque de la Fédération du Mali et la reconnaissance du Sénégal par la France contrairement aux Accords franco-maliens. Quand la tension avait atteint son paroxysme, le général de Gaulle, ancien chef de l'Etat de la France a dépêché son ministre d'Etat, le célèbre écrivain, André Malraux avec une lettre pour venir demander au Président Modibo Keita, parlons-nous, ouvrons les voies du dialogue. Je préfère qu'on trouve la solution par le dialogue. Mais pourquoi 60 ans encore avec tous ces canaux de communication formel ou informel nous ne passons pas par cela au lieu d'étaler sur la place publique des propos qui ne sont pas dignes de hautes personnalités. Je pense qu'on devrait utiliser les canaux de la diplomatie pour trouver un terrain d'entente parce que si on ne se met pas autour de la table pour discuter, on va aller d'incompréhension à incompréhension et ça ne résout pas le problème. Nous sommes dans le même bateau pour lutter contre les terroristes et l'insécurité et il va falloir trouver des solutions pas de faux fuyants. On a besoin ni de digression ni de diversion, on a besoin de résultats probants pour lutter contre l'insécurité au Sahel.

Mali-Tribune : Le ministre russe des Af-

faires étrangères, Sergei Lavrov a confirmé le rapprochement entre Bamako et une société privée russe qui, selon lui, ne peut-être que Wagner. Quelle est votre analyse sur ce dossier Wagner qui continue de couler beaucoup d'encre et salive ?

M M. M : D'abord c'était des supputations, rien n'a été signé, mais c'est Sergei Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères qui a un peu levé le voile aux Nations Unies lorsqu'il a confirmé l'existence de pourparlers entre le Mali et une société militaire privée russe sans la nommer. Vous savez, il y a 1500 sociétés militaires privées dans le monde, Wagner n'en est qu'une. Le principe même d'utiliser des sociétés militaires privées découle du fait que certaines armées ont des carences qui peuvent être suppliées par ses sociétés militaires privées dans un laps de temps relativement court. Ces sociétés militaires privées ont été utilisées en Irak, en Afghanistan, en Syrie par toutes les parties et certaines de ses sociétés militaires privées sont cotées à la bourse. Je pense que c'est du ressort des autorités souveraines parce que c'est un contrat qui lie un gouvernement souverain à une société militaire privée que ce soit Wagner ou une autre. Maintenant ce que ces sociétés militaires privées peuvent apporter à une armée nationale peut-être en terme de présence sur le terrain d'opérations, de la logistique, des renseignements tout dépend de ce que l'employeur, celui qui va embaucher cette société veut tirer de cette société. A mon avis, ces sociétés sont implantées dans la plupart des pays qui critiquent l'utilisation de Wagner. N'est-ce pas c'est de bonne guerre ? Je pense que oui, mais si l'on doit bannir une société militaire privée qui s'appelle Wagner, on doit bannir dans le droit international toutes les autres qui en sont similaires à mon avis.

Mali-Tribune : En dehors du bras de fer entre Paris et Bamako, Choguel K. Maïga est en train de faire face à quelques partis politiques qui menacent de descendre dans les rues s'il proroge la Transition. Selon vous, faut-il proroger oui ou non la Transition ?

M M. M.: J'ai un avis mitigé sur la question. Pour moi cette transition doit-être jugée sur la qualité des élections générales qu'elle va organiser. Moi je suis pour les résultats. C'est Charles Maurras qui disait qu'une politique se juge par ses résultats. Donc si cette transition devait déboucher sur des élections qui ne sont ni apaisées, ni crédibles ni transparentes, on aura fait une transition sans raison, inutile je dirais même. Mais maintenant une transition, c'est un état d'exception et moi je considère même cette transition comme un régime militaire. Cette transition doit corriger les lacunes qui sont contenues dans notre processus démocratique. Depuis 1992, le premier président de la troisième République a été investi le 8 juin 1992 mais nous n'avons pas fait une élection qui n'a pas été contestée ça veut dire qu'il y a un problème quelque part. C'est Churchill qui disait que la démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres. La démocratie est imparfaite, il faut corriger, il faut sensibiliser il n'y a pas de république sans citoyens et il n'y a pas de démocratie sans démocrates. La démocratie, c'est des règles et des procédures à commencer par une loi fondamentale. Est-ce que nous sommes sur la bonne voie dans notre processus démocratique ? Je pense qu'il y a des choses à corriger et tous les Présidents élus à commencer par Alpha Oumar Konaré qui a essayé de faire des réformes politiques et institutionnelles ça n'a pas marché, son successeur, Amadou Toumani Touré a essayé de faire la même chose ça n'a pas marché, Ibrahim Boubacar Keita a essayé la même chose ça n'a pas marché. Les mêmes causes produisant les mêmes effets dans les mêmes conditions. Devrions-nous continuer d'aller de crise en crise encore ? Non, déjà que nous sommes dans une crise multidimensionnelle. Essayons de résoudre cette composante politico-institutionnelle par des reformes conjoncturelles et structurelles. Je pense que maintenant c'est la meilleure période pour faire cela mais de manière non partisane. A mon avis, on ne devrait pas avoir d'opposition et de majorité, mais ce processus transitoire doit-être représentatif, inclusif et participatif. Pour cela c'est le rôle du Premier ministre de convaincre ceux qui le contestent la politique c'est l'art de négocier, c'est la négociation constante. Il est du rôle du Premier ministre de convaincre ceux qui ne sont pas d'accord avec ses propositions. Tout le monde ne sera pas d'accord mais il doit amener tout le monde à la table, il doit tenir compte de l'opinion de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui et on doit trouver un consensus sur l'essentiel pour aller main dans la main à l'unisson vers les prochaines élections générales. C'est à ce prix seulement, qu'on pourra faire des élections apaisées, libres, crédibles, démocratiques et transparentes.

Mali-Tribune : Choguel vient de boucler ses 100 jours à la Primature. Quel bilan peut-on dresser ?

M M. M.: 100 jours, c'est beaucoup mais c'est peu. Mais ce que je peux dire, 100 jours ça permet d'indiquer si on a amorcé un démarrage effectif de la transition. C'est-à-dire à quoi sert cette transition ? Qu'est-ce que cette transition veut accomplir ? Est-ce qu'elle a amorcé un bon démarrage ou pas ? Est-ce qu'elle est statique ou pas ? Où est-ce qu'elle a échoué ou pas ? on ne peut pas le savoir parce que un bilan comme vous le dites c'est l'actif, ce qui est positif et le passif, ce qui est négatif c'est une photographie à l'instant « t ». Cette transition est en train de bouger, et dans le bon sens non seulement on parle d'Assises nationales, de l'Organe unique de gestion des élections. Mais à mon avis ce qui manque encore un peu plus c'est ce manque de dialogue au niveau politique, il y a un cadre de dialogue mais je pense que cette transition devrait profiter davantage pour qu'il ait plus de consensus c'est- à- dire qu'on n'aille pas au forceps pour imposer certaines décisions à ceux qui n'en veulent pas. Je veux dire qu'il n'y aura pas d'unanimité ça c'est claire. Il n'y aura pas d'unanimité en politique c'est difficile même dans la religion c'est difficile d'avoir l'unanimité autour du tout puissant. Mais on devrait obtenir une base consensuelle on doit se mettre d'accord sur l'essentielle pour que notre pays puisse sortir de cette crise. L'épicentre de cette crise multidimensionnelle c'est Bamako. Ce sont les politiques, nous avons plus de 200 partis politiques est-ce que nous avons 200 programmes de gouvernance ? Non. Et pourquoi toutes ces personnes ont créé ces partis politiques ? C'est pour conquérir le pouvoir, il n'y a qu'un seul fauteuil et tous ces partis veulent occuper ce fauteuil, donc il n'y aura jamais de consensus.

Propos recueillis par Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

Oumar Ibrahim Touré lors du lancement de l'ACRD : « Le Mali est un pays souverain et a le droit de choisir ses partenaires... »

C'est à travers une conférence de presse tenue, le mardi 5 octobre 2021, à la Maison de la Presse (Bamako), que l'Alliance Citoyenne pour la République et la Démocratie (A.C.R.D) a lancé officiellement ses activités. Au cours de cette conférence de presse, le président de l'ACRD, Oumar Ibrahim Touré, a mis l'accent sur la tension qui existe actuellement entre le Mali et la France suite à la déclaration du Premier ministre malien, Dr. Choguel K. Maïga, à la tribune des Nation Unies. « Que les autorités françaises comprennent que le Mali est un pays souverain et qu'en tant que pays souverain, le Mali a droit de choisir ses partenaires, il a également le droit de prendre toutes les dispositions pour sa sécurité... », a précisé Oumar I. Touré. L'Alliance, par la voix de son président, Oumar I. Touré, a décidé de répondre à l'appel du Gouvernement de la Transition pour apporter sa contribution aux chantiers majeurs dont les Assises Nationales de la Refondation, la Mise en place de l'Organe Unique de Gestion des Élections, entre autres, pour des élections crédibles, dans un climat plus stable.

Cette conférence de presse était animée par le président de l'Alliance Citoyenne pour la République et la Démocratie (A.C.R.D), Oumar Ibrahim Touré, non moins président de l'APR (Alliance pour la République), en présence des autres membres de l'Alliance comme Maouloud Ben Kattra, président du Parti malien pour la démocratie sociale (PMDS) et bien d'autres.

« Conscients de la gravité de la crise que vit notre pays depuis 2012 et de la ferme détermination de la Transition à œuvrer pour le renouveau du Mali, des Partis politiques, Associations, Mouvements et Organisations diverses de la scène politique et de la société civile du Mali ont, après de riches concertations, décidé de mettre en place une Plateforme dénommée Alliance Citoyenne pour la République et la Démocratie », c'est ce qui ressort de la déclaration de l'Alliance lue par son président, Oumar Ibrahim Touré. Ce dernier précise que l'ACRD entend consolider la Citoyenneté, la République et la Démocratie, trois piliers logiquement liés, indispensables au Renouveau du Mali. Selon Oumar Ibrahim Touré, la Citoyenneté comme engagement de tous les Maliens, de l'intérieur et de l'extérieur, est indispensable. Quant à la République, dit-il, elle est le creuset des retrouvailles citoyennes autour de l'intérêt général. Il a fait savoir que la Démocratie garantit cet engagement à travers la défense et la préservation des Droits et Devoirs dans un cadre pluriel d'expressions et de libertés individuelles et collectives. « En effet, la gravité de la crise, la situation préoccupante du pays et la complexité des enjeux militent pour une union des Forces Vives de la Nation. C'est dans l'Unité et l'Inclusivité que les Maliens, premiers acteurs concernés, peuvent relever ce défi majeur de la Stabilité, les efforts de nos partenaires internationaux et de la CEDEAO ne venant qu'en appui. C'est donc l'occasion historique de se retrouver pour la réalisation de cet objectif majeur qu'est le Renouveau du Mali. C'est dans cet esprit patriotique que l'A.C.R.D. a décidé de répondre à l'appel du Gouvernement de la Transition pour apporter sa contribution aux chantiers majeurs dont les Assises Nationales de la Refondation, la Mise en place de l'Organe Unique de Gestion des Elections, entre autres, pour des élections crédibles, dans un climat plus stable », a souligné Oumar Ibrahim Touré. L'ACRD étant attachée aux valeurs de la Citoyenneté active, de la République et de la Démocratie, le conférencier précisera qu'elle reste ouverte à toutes les Forces vives de la Nation partageant ses Objectifs dont le Principal demeure la Contribution à la Réussite de la Transition, la Stabilité et le Renouveau du Mali. Répondant aux questions des journalistes, le président de l'ACRD, Oumar Ibrahim Touré, a mis l'accent sur la tension qui existe actuellement entre le Mali et la France suite à la déclaration du Premier ministre malien, Dr. Choguel K. Maïga, à la tribune des Nations Unies. « Nous devons tirer les enseignements comme les autorités françaises doivent tirer également les enseignements de ce qui s'est passé, que les autorités françaises comprennent que le Mali est un pays souverain et qu'en tant que pays souverain, le Mali a droit de choisir ses partenaires, il a également le droit de prendre toutes les dispositions pour sa sécurité parce que la sécurité du Mali, c'est d'abord les Maliens, les autres ne viennent qu'en appoint », a-t-il dit. Il a souhaité le dialogue entre le Mali et la France pour aplanir les difficultés. Par ailleurs, l'ACRD ne voit pas d'inconvénient de prolonger le délai de la transition. « Il faut prendre le temps pour faire les reformes. Si les Maliens se mettent d'accord, la communauté internationale n'a pas d'autres choix que de nous accompagner», a dit le président de l'ACRD. A l'en croire, l'ACRD est composé de 5 partis politiques, 10 mouvements politiques, 225 Associations et organisations, un syndicat et une plateforme partenaire, en l'occurrence FUSI-Mali.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain

Littératie des futurs : Des jeunes leaders africains formés

L'Hôtel de l'Amitié de Bamako a abrité, le vendredi 01 octobre 2021, la première session de formation des jeunes leaders africains dont le thème était : le futur de l'engagement social au Sahel en 2060 sur la littératie des futures. La cérémonie d'ouverture a enregistré la présence des partenaires techniques et financiers.

L'objectif de cette session de formation de deux jours était d'explorer le futur autour des thématiques de paix, de sécurité, de genre d'inclusion sociale, de démocratie, de droits humains, de changement climatique.

L'UNESCO, tenant son rôle de laboratoire mondial d'idées à la pointe des connaissances humaines, a démontré que les individus et les communautés du monde entier sont capables de devenir plus compétents en littératie des futurs. Prenant la parole, Dr Dimitri Sanga directeur du bureau régional de UNESCO pour l'Afrique de Ouest-Sahel, a expliqué qu'il s'agit de libérer les imaginaires collectifs et individuels en démocratisant les usages du futur. Pour lui, cela implique aussi de stimuler l'intelligence collective à partir des processus créatifs d'intelligence collective, des processus d'action recherchées de formation dont la conception et la mise œuvre sont de nature participative.

« La littératie c'est la compétence qui permet aux individus de mieux comprendre le rôle du futur dans ce qu'ils voient et réalisent. Être compétent en littératie des futurs renforce l'imagination, et améliore notre capacité à nous préparer, à nous rétablir et à inventer au fur et à mesure des changements » a-t-il expliqué.

Dans son discours, le secrétaire général du ministère de la jeunesse a fait savoir que la future politique nationale du Mali se veut être un cadre unique de référence en matière de jeunesse pour tous intervenants dans le domaine.

Occasion pour lui d'annoncer que l'organisation de cette session de formation des jeunes leaders vient à point nommé car elle s'opère au moment où la jeunesse africaine a besoin d'un accompagnement approprié, adapté à ces besoins pour prendre des responsabilités, pour engager des actions concrètes conduisant à l'émergence de notre continent.

Le terme " Littératie des Futurs » faut-il le rappeler reprend l'idée de l'alphabétisation par la lecture et l'écriture, car il s'agit d'une compétence que chacun peut et devrait acquérir.

A. Ouattara/Malijet.com
Source : Malijet

Balkans occidentaux : Un sommet pour faire patienter des pays en quête d'une adhésion à l'UE

Le sommet UE-Balkans occidentaux qui réunit les Vingt-Sept et les chefs d'État de la Serbie, de la Bosnie, du Kosovo, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de l'Albanie s'ouvre ce mercredi en Slovénie. Six petits pays du sud-est du continent, entourés de pays membres, qui sont candidats à l'entrée au sein de l'Union depuis près de 20 ans. Beaucoup ont le sentiment que le processus d'intégration n'avance pas et que les sommets s'enchaînent sans véritables d'avancées.

Le dossier rend un peu morose ceux qui le suivent. « On a le sentiment que plus rien n'avance dans ce processus d'intégration, constate Sébastien Gricourt, directeur de l'Observatoire des Balkans à la Fondation Jean Jaurès. « La promesse initiale est pourtant formelle. Mais elle date du Sommet de Thessalonique en 2003... Il y a 18 ans. »

Freins

De nombreux facteurs, internes aux Balkans et à l'Union européenne ont enlisé les négociations. D'abord, les questions relatives à l'état de droit, socle sur lequel s'appuie l'intégration de nouveaux membres au sein de l'UE. D'un côté, les pays des Balkans occidentaux se sont engagés à faire valoir les valeurs fondamentales de l'état de droit, mais leurs efforts en matière de séparation des pouvoirs ou de lutte contre la criminalité organisée peinent à se concrétiser. De l'autre, les importants investissements de l'Union européenne, premier bailleur de fonds dans la région, n'ont pas servi à déloger des autocrates, ni à endiguer la corruption.

Par ailleurs, des tensions frontalières et ethnoculturelles ne sont toujours pas réglées. Rien que la semaine dernière, une poussée de fièvre inédite sur des histoires de plaques d'immatriculation a fait craindre le pire à la frontière entre la Serbie et le Kosovo.

Les pays de l'Union, divisés, font également ralentir les pourparlers. Dernièrement, en 2019, la France, le Danemark et les Pays-Bas ont ainsi gelé les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. Aujourd'hui, c'est la Bulgarie qui met son veto à cause d'un différend culturel.

Une région stratégique...

De quoi refroidir les aspirations européennes dans une région où l'espoir d'entrer dans l'Union ne cesse de chuter : selon le Baromètre des Balkans 2020, un quart des citoyens pense que leur pays ne fera « jamais » partie de l'Union. Les 3,3 milliards d'euros d'aides européennes pendant la crise du Covid-19 ont tout de même réhabilité les institutions européennes auprès des citoyens dans les Balkans, et ce malgré quelques lenteurs au départ dont avait en particulier profité la Chine.

Entourés de pays membres, dernière zone grise sur la carte de l'Union européenne, les Balkans occidentaux ont pourtant un intérêt géostratégique certain pour l'Europe : « C'est aberrant de voir une région d'Europe déconnectée des grands axes routiers et ferroviaires du continent », se désole Alexis Troude, spécialiste de la région à l'Université de Versailles-Saint-Quentin. « Il faut occuper l'espace du Sud-Est européen pour avoir un lien avec la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie », juge-t-il.

Non seulement la richesse agricole des Balkans et les savoir-faire techniques de ses ingénieurs seraient des atouts pour l'Union européenne, mais sa crédibilité internationale est en jeu, selon Sébastien Gricourt : « Si elle n'est pas capable d'intégrer cette région, à quoi peut-elle prétendre dans le reste du monde ? »

Et convoitée

D'autant que d'autres puissances étrangères n'ont pas attendu pour avancer leurs pions. La Russie a réussi à terminer son réseau de distribution de gaz qui évite l'Ukraine en passant par les Balkans pour arriver en Hongrie, et signe de très nombreux accords militaires avec la Serbie, la Macédoine ou la Bosnie. La Chine, elle, « considère ces pays – et surtout la Serbie – comme son "cheval de Troie" pour entrer en Europe, explique Alexis Troude. Après avoir acheté des ports en Grèce et en Italie, la Route de la Soie se prolonge actuellement au Monténégro et en Bosnie. Ils refont tout le système autoroutier et ferroviaire », détaille-t-il.

Des projets qui marquent les esprits, même s'ils ne sont pas toujours bien réussis, nuance Sébastien Gricourt, qui rappelle « le piège de la dette » dans lequel se trouve le Monténégro après avoir accepté un prêt d'un milliard de dollars pour une route, qu'il peine à rembourser.

Les projets européens, pourtant nombreux et importants, dans des domaines tels que la santé ou l'éducation ne bénéficient pas de la même publicité. C'est d'ailleurs ce que laissent entendre des sources européennes qui estiment que « c'est le moment de nous affirmer, de faire comprendre que nous sommes le principal investisseur et le partenaire commercial le plus proche ». Face à l'échec des efforts d'intégration, l'Union doit au moins renouveler son image.

D'où le paquet économique de 30 milliards d'euros sur sept ans que promet aujourd'hui l'UE aux Balkans occidentaux pour financer les transports mais aussi la transition énergétique, la santé, la formation ou la numérisation de l'économie. « Tout cela est porteur d'espoir et ce sont des secteurs qui n'intéressent pas la Russie et la Chine. Si ce sommet peut permettre de concrétiser l'usage de ces fonds, ce sera déjà bien » conclut Sébastien Gricourt.

À défaut d'un calendrier pour une intégration politique des Balkans, l'UE mise sur un approfondissement des liens économiques et davantage de dialogue politique... histoire de les faire patienter.

Source : RFI

RDC : L'ONU inquiète de la dégradation de la situation humanitaire

À trois mois du renouvellement du mandat de la Monusco, l'ONU s'inquiète de la situation humanitaire qui se dégrade, selon elle, en République démocratique du Congo (RDC). Un Congolais sur trois dépend de l'aide, mais celle-ci ne peut toujours être distribuée comme il le faut à cause de la situation sécuritaire.

L'insécurité alimentaire des Congolais a été au centre des discussions hier au Conseil de sécurité à l'ONU. Les quinze membres se réunissaient pour évaluer la situation en RDC et les éventuels besoins d'adaptation de la force de maintien de la paix.

Insécurité alimentaire

Mais, en premier lieu, Bintou Keita, la nouvelle représentante de l'ONU en République démocratique du Congo, s'est inquiétée de la précarité de la situation humanitaire : 29% de la population souffre d'insécurité alimentaire. La situation est encore plus compliquée à l'est du pays, en Ituri notamment. Les attaques contre les écoles et les hôpitaux, le grand nombre de déplacés ont fait augmenter les besoins, mais les contraintes d'accès et les risques d'insécurité continuent à entraver les opérations de distributions d'aide.

Augmenter les contributions

Bintou Keita a appelé les États membres à augmenter leurs contributions au plan de réponse humanitaire. L'association Voix de femmes congolaises a, elle, demandé un renforcement de la brigade d'intervention de la Monusco à l'est. Le comité de sanctions chargé de la RDC ira, lui, observer la bonne application des sanctions sur place début novembre.

Source : RFI

Coupe du monde 2022 : Cinq duels à suivre en Afrique en octobre

Les 3e et 4e journées des qualifications africaines pour la Coupe du monde 2022 de football se déroulent du 6 au 12 octobre 2021, avec 41 matches. Voici cinq confrontations à suivre particulièrement : Tunisie-Mauritanie, Égypte-Libye, Sénégal-Namibie, Guinée-Maroc et RD Congo-Madagascar.

GROUPE B : Tunisie-Mauritanie

C'est le duel des extrêmes entre des Tunisiens en tête du classement avec deux victoires et des Mauritaniens derniers suite à deux revers. Une défaite en Tunisie le 7 octobre condamnerait quasiment les Mourabitounes. Même un match nul à Radès serait un résultat insuffisant pour la Mauritanie.

A l'inverse, un succès à domicile puis une victoire à Nouakchott le 10 octobre pourraient qualifier les Aigles de Carthage pour le dernier tour des éliminatoires ou, tout du moins, les mettre en excellente posture avant les 5e et 6e journées (11 au 16 novembre 2021).

Pour le sélectionneur tunisien MondherKebaïer et ses protégés, les voyants sont donc au vert, eux qui visent une sixième participation en phase finale de Mondial, la deuxième de rang après la Coupe du monde 2018 en Russie.

GROUPE F : Égypte-Libye

La Libye va-t-elle créer la surprise durant cette phase de groupes ? Actuellement premiers du groupe F avec 6 points, deux de plus que l'Égypte, les Libyens seront clairement en position de force le 11 octobre à Benghazi, s'ils négocient bien leur déplacement à Borg El Arab le 8 octobre.

Les Chevaliers de la Méditerranée ont retrouvé des couleurs depuis le retour sur leur banc de touche de Javier Clemente, qui a notamment gagné le CHAN 2014 lors de sa première expérience à la tête de la sélection libyenne (2013-2016).

En face, l'Égypte se retrouve dans une situation délicate avec Carlos Queiroz en tant que coach. Le Portugais remplace au pied levé Hossam El Badry, viré en septembre malgré cinq victoires et quatre nuls en neuf matches. Le technicien a payé les ternes prestations des Pharaons face à l'Angola (1-0) et au Gabon (1-1). Au moins Queiroz devrait-il pouvoir compter sur un Mohamed Salah en pleine forme pour faire la différence en faveur des Égyptiens.

GROUPE H : Sénégal-Namibie

Sénégal-Namibie fait partie des cinq confrontations qui vont opposer le premier d'un groupe à son dauphin. Celle-ci est particulièrement attendue, car les Sénégalais sont mathématiquement en mesure de s'assurer la première place de la poule H, s'ils gagnent deux fois face aux Namibiens et que Togo et Congo-Brazzaville font au moins un match nul dans le même temps.

Le contexte semble en outre favorable aux Lions puisqu'ils recevront le 9 octobre à Thiès alors que les Brave Warriors devront, eux, jouer « à domicile » le 12 octobre à Soweto. Reste à savoir si les Sénégalais qui évoluent dans le Championnat anglais iront disputer le match en Afrique du Sud. Ce pays fait en effet partie des destinations placées sur liste rouge par les autorités britanniques à cause du Covid. Ces derniers mois, les clubs anglais ont du coup rechigné à laisser leurs joueurs voyager vers des États comme l'Afrique du Sud.

GROUPE I : Guinée-Maroc

Cette rencontre devait initialement avoir lieu le 6 septembre à Conakry. Mais, en raison d'un coup d'État en Guinée elle a été reportée au 12 octobre et délocalisée au... Maroc. Les Marocains vont donc jouer trois fois à domicile en l'espace d'une semaine : le 6 à Rabat et le 9 à Casablanca contre la Guinée-Bissau, puis face au Sily National.

Les Lions de l'Atlas abordent ce triple rendez-vous en position de force, face à deux rivaux potentiels. Seul bémol : ils évolueront sans leur meneur de jeu vedette, Hakim Ziyech, non retenu car toujours en froid avec le sélectionneur VahidHalilhodzic.

Les Guinéens, eux, devront faire abstraction du contexte dans leur pays pour être performants face au Soudan (6 octobre à Marrakech et 9 octobre à Agadir) puis contre le Maroc.

GROUPE J : RD Congo-Madagascar

Malheur au(x) vaincu(s). Surtout aux Malgaches : s'ils n'empochent pas au moins 3 points, les Barea pourront faire une croix définitive et anticipée sur la première place, synonyme de « barrages ». Non-qualifiée pour la Coupe d'Afrique des nations, l'équipe de Madagascar joue donc gros en octobre.

C'est à peine moins vrai pour la sélection de RDC, en panne de résultats depuis 2018. Les Léopards ont concédé le nul face à la Tanzanie (1-1), lors de la première journée. Avec 2 points au compteur, ils peinent à décoller dans ce groupe J. Une bonne nouvelle toutefois pour les Congolais : ils vont pouvoir retrouver le Stade des Martyrs, déclaré conforme par la CAF pour ce match, après avoir été parfois forcés de disputer des rencontres loin de Kinshasa, depuis deux ans.

Source : RFI

HOROSCOPE

tBélier (21 mars - 19 avril)

Agir avec discrétion, ce sera peut-être la solution pour passer au travers de cette ambiance délétère dans votre environnent professionnel. Chacun tirera la couverture à soi, et même si la compétition vous stimulera, vous vivrez mal cet acharnement.

Vous penserez à vos futures vacances avec l'envie de vous offrir un voyage. Vos moyens ne vous permettront pas de le réserver. Qu'à cela ne tienne, vous trouverez une idée pour gagner de l'argent et vous ne compterez pas les heures et les efforts.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous enchaînerez les propositions, preuve que vos talents seront reconnus. Mais vous courrez le risque de vous disperser. Il faudra bien vous organiser en fixant des priorités à vos actions. Votre démarche consistera à vous recentrer sur l'essentiel.

Si tout va bien, vous augmenterez vos chances d'augmenter vos gains. Le sextile Mercure/Jupiter vous sera propice pour renégocier un contrat à votre avantage. Vous serez en position de force pour imposer vos conditions et vous aurez gain de cause.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un collègue est en train de devenir une relation agréable de travail. Sa présence vous aide à aller au travail avec le sourire. La journée se déroule dans une ambiance agréable. Les tâches vous semblent moins difficiles à faire grâce à cette relation.

Vous devenez raisonnable avec les finances. Elles ne partent pas dans des gadgets inutiles. Vous reprenez le contrôle de la situation. Des coups de coeur sont néanmoins là. Ils concernent des articles de mode ou des produits destinés à votre garde-robe.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ne combattrez plus le système... Avec la complicité du trigone Lune-Jupiter, vous l'utiliserez à votre profit. Bien décidé à faire votre trou dans le monde du travail, vous troquerez votre côté rebelle contre un autre côté : celui d'employé modèle !

Jupiter sera une bonne planète pour votre argent. Vous allez dresser une liste de courses pour la semaine et vous allez vous y tenir. Ami Cancer, ce sera judicieux pour votre trésorerie et cela évitera en même temps le gaspillage alimentaire.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous la jouerez « décontracté » en refusant de paraître besogneux, car ce serait une honte à vos yeux. En réalité, vous fournirez d'énormes efforts pour atteindre vos objectifs. Vous obtiendrez votre réussite professionnelle grâce à votre persévérance.

Sur internet ou ailleurs, mieux vaudra éviter de vous emballer pour des plans financiers moins avantageux qu'il n'y paraîtra. Faites confiance à votre perspicacité pour ne pas vous exposer à des pièges, des contrefaçons ou à des erreurs de calcul.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous aurez des facilités pour vous structurer, vous organiser, assumer vos responsabilités dans la concentration et le contrôle. Vous aurez aussi suffisamment de recul pour conserver en permanence un oeil critique et objectif sur votre travail.

Vous devrez prévoir des frais inhérents à votre habitation ou un objet courant de la vie quotidienne que vous devrez remplacer vite fait. Urgence ou pas, vous prendrez le temps d'étudier les devis afin de gratter par-ci, par-là, quelques euros.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous pouvez amorcer une formation commerciale. Elle amène une corde de plus à votre arc. Mercure en Balance vous rend doué dans les échanges. Un travail d'équipe est au programme. Votre sens de l'initiative donne une belle image de vous dans la société.

Il y a de la dépense dans l'air. Elle risque d'être très importante. Vous prévoyez de faire des achats, mais un coup de coeur vous guette. Le shopping et de nouveaux vêtements haut de gamme sont la cause de frais. Une culpabilité peut arriver après ces achats.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une promotion vous permettra de vérifier la justesse de vos décisions. La Lune jouera la carte de l'ouverture. Sa présence donnera lieu à plusieurs actions : activation de vos échanges, promotion de vos idées, mise en avant de votre savoir-faire.

Sous la houlette de Jupiter, votre gestion financière sera à montrer en exemple. Elle pourrait être presque étudiée en cas pratique dans une école de commerce ! Votre enrichissement sera proportionnel aux efforts que vous allez fournir aujourd'hui...

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond avec vous, Jupiter sera le coach dont tout le monde rêve. Positif, il vous accompagnera pour monter des projets, assumer des responsabilités ou briguer un meilleur statut. Vous aurez de quoi mettre toutes les chances professionnelles de votre côté.

Pluton dopera vos rentrées d'argent. Cela sera encore plus vrai si vous menez des négociations ou si vous avez demandé une augmentation. Les euros arriveront sur votre compte, ce qui vous permettra de faire fonctionner votre budget sans souci.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous n'aurez ni le temps ni l'envie d'analyser ce qui se passe. Vous ferez le job, voilà tout. Et vous le ferez bien, en honorant vos engagements. Plus les résultats seront bons, plus la fierté d'avoir tout fait pour les obtenir sera au rendez-vous.

Après avoir passé du temps à vous dépatouiller avec des démarches administratives et des contretemps, votre situation finira par s'éclaircir. Vous pourrez compter sur quelqu'un pour vous appuyer et éventuellement vous soutenir financièrement.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Les rapports s'améliorent avec vos collaborateurs. L'un d'eux peut vous faire part d'un projet professionnel. Écoutez ses suggestions avec prudence. Elles sont tentantes, mais sont à étudier. Ne signez pas de nouveau contrat sans lire attentivement.

Vous pouvez dépenser par plaisir sans craindre de manquer de trésorerie. La stabilité est là tant que vous faites attention à vos frais. Gardez un peu de trésorerie pour les charges. La sagesse vous accompagne, malgré l'argent destiné aux loisirs.

Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour vous faire de nombreuses relations, vous rechercherez les honneurs et le prestige qui en découlera. Si vous êtes dirigeant d'entreprise, vous aimerez tendre votre carte de visite. Parfois, vous demanderez l'impossible à vos employés.

Vous n'aimez pas fonctionner à l'économie. Pourtant, en ce milieu de semaine, vos soucis financiers vous empêcheront d'agir, et par conséquent d'être libre. Arrêtez de dilapider votre argent par amour ou pour des caprices d'enfant gâté !

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com